



Le 10 mars 2019 déclaration :

**Pour en finir avec le régime !
Dirigeants syndicaux , appelez à la grève générale!**

Par millions pour en finir avec Bouteflika, pour en finir avec le régime !

Par millions, les travailleurs et la jeunesse ont déferlé le 8 mars dans tout le pays. Ils ont ainsi répondu à l'annonce officielle de la candidature de Bouteflika au cinquième mandat : pas un jour de plus ! Dehors Bouteflika ! A bas le système (c'est à dire le régime) ! A bas la mascarade électorale !

Tous les marchands d'illusion s'émerveillent du fait qu'il n'y ait pas de violence policière. Mais en réalité l'appareil policier a commencé à réprimer violemment les manifestants, en particulier ceux qui cherchaient à se diriger vers la présidence (blessés et arrestations par centaines). Mais pour aller plus loin dans la répression, pour massacrer comme en 1988, ou en 2001, la clique au pouvoir hésite, incertaine sur la fidélité de ses propres troupes minées par la puissance de la mobilisation.

Le camp de la réaction se fissure

C'est cette même puissance de la mobilisation qui provoque les craquements dans le camp du pouvoir parmi ses plus anciens et fidèles soutiens. Les démissions massives au sein du FLN, les prises de position au sein même de la fédération patronale FCE à l'encontre de la position de Haddad, la prise de position de l'Organisation nationale des Moudjahidines se désolidarisant du pouvoir montrent que le régime est miné de l'intérieur même s'il est encore debout et ne tombera pas tout seul.

Le renoncement de la plupart des candidats qui, lors des présidentielles précédentes, avaient pour fonction de donner un semblant de "légitimité" aux élections va dans le même sens : Benflis, le MSP, le PT de Louisa Hanoune ont tous renoncé. Seul, Ghediri maintient sa candidature, mais la manifestation du 8 mars scandant à pleins poumons : Ghediri, dégage ! lui a indiqué qu'aux yeux des masses, il était totalement partie prenante du "système" qu'elles veulent mettre à bas.

Le prolétariat a engagé le combat pour se réapproprier ses organisations syndicales

Mais le plus important dans ce qui s'est passé ces derniers jours, c'est que le prolétariat lui-même s'est mis en mouvement, donnant un caractère de classe à la mobilisation en cours.

Les directions syndicales lors des premières manifestations avaient, pour les plus importantes d'entre elles, pris fait et cause pour le régime. Sidi Saïd, au nom de la direction de l'UGTA, l'avait fait avec une netteté toute particulière. Mais depuis, des dizaines de prises de positions de syndicats de l'UGTA ont indiqué leur rejet de la position de Sidi Saïd. Certaines d'entre elles ont demandé la convocation d'urgence de la Commission exécutive nationale de la centrale syndicale. C'est le cas du syndicat de la zone industrielle de Rouiba, de celui des corps communs de la Radio Algérienne, etc., ce qui met à l'ordre du jour que soit chassé Sidi Saïd et sa clique de vendus de la direction de l'UGTA.

Dans les syndicats autonomes, le CNES (enseignement supérieur) avait commencé par réclamer - avant même Bouteflika ! - la convocation d'une "conférence nationale" rassemblant représentants de toutes les classes sociales et tous les partis. Mais la puissance des mobilisations à l'université, le fait que les enseignants se retrouvaient au coude à coude avec leurs étudiants dans les manifestations a contraint ce syndicat à revoir sa position.

Le plus significatif est sans doute l'appel à la grève des syndicats de l'Education pour le mercredi 13 mars : d'abord parce qu'il reprend explicitement la revendication contre le 5e mandat, mais aussi parce qu'il annonce la rupture avec le gouvernement : *"L'intersyndicale a aussi souligné qu'elle boycottait toutes les activités organisées par le ministère de l'Education nationale. Elle a également appelé tous les enseignants et employés du secteur à participer massivement aux marches pacifiques organisées les vendredis."*

C'est le premier pas vers la rupture totale définitive avec le régime des directions syndicales pour laquelle il faut combattre.

En finir avec le régime pour le remplacer par quoi ? Pour l'Assemblée nationale souveraine (ou "constituante") !

En finir avec le régime signifie d'abord bien sûr faire en sorte que la mascarade électorale du 18 avril n'ait pas lieu, c'est-à-dire la réalisation effective du boycott de cette "élection". Cela signifie en finir avec toutes les dispositions anti-démocratiques : aucune limitation au droit de grève, de manifestation, au droit de constituer des syndicats et des partis, à la liberté de la presse, en finir avec la main mise de l'Etat sur la télévision publique qui doit passer sous le contrôle des travailleurs. Ainsi sera rendue possible l'élection d'une véritable Assemblée nationale souveraine (ou "constituante")

Mais il faut se méfier des contrefaçons. Un certain nombre de forces politiques agitent aujourd'hui le mot d'ordre "d'assemblée constituante souveraine" mais pour le vider de son contenu et au bout du compte pour maintenir le régime en place moyennant un simple replâtrage. C'est le cas de l'"appel pour une assemblée constituante" lancé le 3 mars 2019, qui tout en se prononçant pour une telle assemblée se prononce d'abord pour des "assises nationales réunissant toutes les forces démocratiques de la nation" (y compris les suppôts du régime ?) visant à désigner "un gouvernement technique qui assurera la gestion courante".

Mais précisément, si des millions de travailleurs et jeunes sont dans la rue, c'est qu'ils ne veulent plus de cette "gestion courante" où tout continue comme avant ! Quant au

"gouvernement technique", c'est justement la négation de la souveraineté populaire. Tout le monde sait ce qu'ont été dans d'autres pays ces gouvernements prétendument "techniques" : en Tunisie et en Europe à d'autres moments en Italie, en Grèce : des gouvernements de prétendus experts totalement au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme !

Il en est de même de la position de Louisa Hanoune : « *Il n'y a pas d'exclusion dans la Constituante. Toutes les couches et les sensibilités de la population doivent y siéger. Les hommes d'affaires brisés par l'oligarchie auront leur place* ». Donner une place en tant que telle aux "hommes d'affaire" c'est oeuvrer non pas à une "constituante" mais à la mise en place d'une assemblée de type corporatiste. C'est donc se situer dans la perspective du replâtrage du régime.

La responsabilité des directions syndicales : appeler à la grève générale!

Répétons-le : le régime n'a nullement renoncé à la répression sanglante à laquelle il n'a pas hésité à avoir recours dans le passé. Les communiqués de Bouteflika dans lequel il met en garde contre "les agents de l'étranger" présents dans les manifestations, ne visent rien d'autre que légitimer par avance la répression.

Arrêter le bras du régime contre les masses, c'est mettre à l'ordre du jour la grève générale. La grève des enseignants, la marche des travailleurs du complexe industriel ENIEM de Tizi Ouzou ont ouvert la voie. Aujourd'hui, le mouvement vers la grève générale est engagé : grève des transports à Alger, Bejaïa, grève de tous les secteurs à Bouira

Il faut imposer aux directions syndicales qu'elles convoquent l'assemblée nationale des délégués d'usine, de services, des universités, des lycées et des écoles pour organiser la grève générale

Comment la grève générale peut elle se réaliser ? Déjà dans un certain nombre de secteurs, comme à Rouiba, se sont tenues de véritables assemblées générales. Que les dirigeants syndicaux appellent à la grève générale, qu'ils appellent dans ce but partout à des assemblées générales de travailleurs, de jeunes, de chômeurs élisant leurs délégués ! Que ces délégués soient réunis nationalement avec les organisations syndicales ! Qu'ils décident ensemble de la grève générale pour la chute du régime ! Car toutes les revendications ouvrières : abrogation de la contre-réforme des retraites, abrogation de la réforme de la santé, embauche de tous les travailleurs sur des contrats à durée indéterminée, etc., etc., sont liées à une condition politique : il faut que le régime disparaisse !

Pour la construction en Algérie d'un Parti Ouvrier révolutionnaire

Sur cette orientation politique peuvent se dégager les premiers éléments de la constitution d'un véritable Parti ouvrier révolutionnaire. La spontanéité des masses recèle certes une force immense. Mais la classe ouvrière ne peut vaincre si elle ne se dote pas d'une organisation pour dégager à chaque étape les mots d'ordre et objectifs qui lui permette de mener le combat jusqu'à la victoire.

Le 10 Mars 2019

Dernière minute : TSA annonce que les travailleurs de la SNVI à Rouiba sont entrés en grève ainsi que certains secteurs de la sonatrach. Le mouvement vers la grève générale est plus que jamais engagé. Plus que jamais l'exigence : dirigeants syndicaux, appelez à la grève générale! Pour la constitution de comités de grève intégrant les organisations syndicales! Vers le comité central national de grève!

